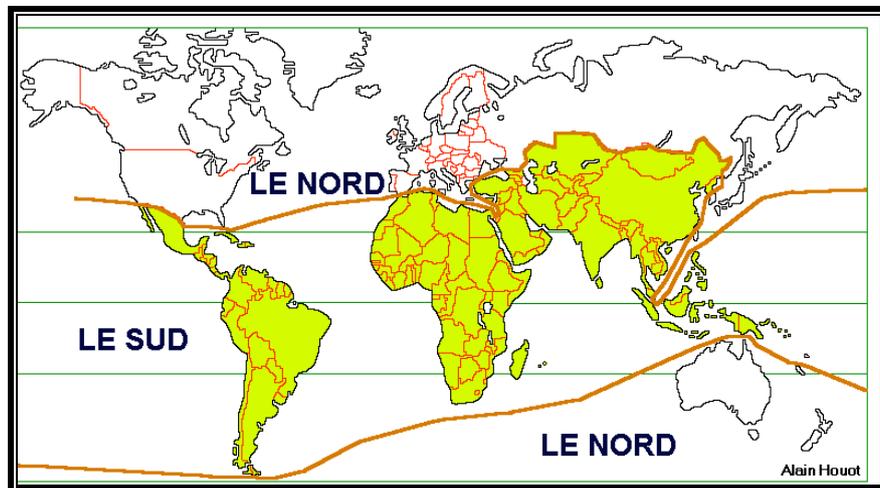


« Les Suds dans la mondialisation »

Introduction :

L'objectif de cette introduction est de proposer une analyse d'ensemble des différentes notions inhérentes à la thématique. Ces notions très générales sont nécessaires pour pouvoir établir vos problématiques et donc vos plans. Pour commencer, je partirai d'une première interrogation. Afin de s'approprier une nouvelle question, il convient parfois de la reformuler par ce qu'elle n'est pas ou par ce qu'elle était dans les intitulés des concours il y a encore quelques années.

Il ne s'agit pas d'une question de géographie régionale ayant pour objectif d'analyser l'ensemble des régions situées au sud d'une ligne passant par le Rio Grande, la Méditerranée, la Mer noire, l'Asie centrale et les rives de la Chine (l'Australie n'étant pas comprise dans cet espace). Cette ligne de partage est bien évidemment changeante dans le temps, susceptible d'être modifiée ou tout au moins discutée. Cette ligne suit les frontières des Etats et ne tient pas compte des disparités et des contrastes à l'intérieur de ces derniers. Limites séparant deux entités territoriales différentes, ces frontières, ces coupures, peuvent être plus ou moins fermées, plus ou moins perméables.



Les situations sont ainsi différentes entre la frontière américano-mexicaine ou celle constituée par la façade méditerranéenne. Cette frontière ou limite est un instrument de régulation et de délimitation de systèmes socio-territoriaux différents. Cette limite regroupe des interfaces de premier plan au niveau des flux mondiaux. Cette frontière n'est pas considérée comme une séparation mais plutôt comme un lien entre deux espaces (interface) qui se dynamisent par leurs différences. Notons également les différences majeures entre les interfaces américaine, méditerranéenne et asiatique.

Revenons à notre questionnement initial, c'est-à-dire ce qu'il ne faut pas comprendre dans l'intitulé de la question au programme. Il ne s'agit pas d'étudier les « tiers mondes » et donc les principes du développement car cette appellation est devenue aujourd'hui obsolète. Cette expression forgée par Alfred Sauvy en 1952 en référence au « tiers-état » de la Révolution française renvoyait à un contexte idéologique spécifique. Cette expression fut par la suite discutée mais désigne de manière traditionnelle « *la revendication des tierces nations qui veulent s'inscrire dans l'Histoire* » selon l'expression du sociologue Georges Balandier.

Aujourd'hui, les termes ont changé. Nous sommes confrontés actuellement à ce que Fernand Braudel appelait une « économie monde » pour désigner l'unité d'une économie mondiale inégalitaire. Cette idée fut par la suite complétée par Immanuel Wallerstein (sociologue américain spécialisé dans les affaires post-coloniales africaines) dans la notion de « système monde ». Il affirme ainsi que le sous-développement des pays du Sud est dû à leur dépendance dans la structure de l'ordre économique international. Les conditions externes priment donc sur les conditions internes selon cet auteur. A l'aune de la mondialisation, cette analyse semble pertinente.

Il s'agit donc surtout de mettre en relation deux aspects complémentaires. Les « Suds » par rapport aux Nord... car les « Suds » dans la mondialisation et donc faire une place particulière aux interfaces. Ceci ne nous empêchera pas d'avoir des exemples ciblés sur certains territoires ou certains Etats. Le choix peut être guidé par rapport aux publications récentes les plus accessibles. Tel est le cas des numéros spécialisés de la *Documentation française* sur le Brésil, le Maghreb, l'Afrique sub-saharienne, l'Inde ou encore la Chine. La floraison des publications montre ce réel souci d'appréhender le monde différemment et d'entrevoir des interactions spatiales plus complexes en liaison avec le processus de globalisation.

Cette mise en relation d'un espace et d'un processus ne peut se comprendre qu'autour du binôme : intégration/exclusion. Toutes les problématiques traitant des Sud dans la mondialisation peuvent s'organiser autour de cette double clé de lecture. Elle suppose la détermination d'une centralité et de périphéries, une réflexion sur les contrastes de développement et donc de délimitation des aires concernées. La nouveauté consiste dans le fait que le terme de « Nord » ait disparu. Ceci tend à nous laisser penser que les « Suds » prennent une part croissante dans le processus de mondialisation et que cette part ne dépend plus exclusivement des pays du Nord. L'émergence de nouvelles puissances, la fluctuation des lignes de fractures expliquent en particulier cette évolution sémantique.

I. Un paradigme spatial en recomposition...

1) Un monde confronté au développement.

L'objectif est de reposer en terme simple certaines notions implicites de l'intitulé de la question. Les « Suds » constituent dans une première approche une aire de développement spécifique ou de non développement ou de mal développement bien évidemment. La question du développement est donc centrale à l'échelle de l'aire concernée et des Etats concernés. Un rappel sémantique n'est pas inutile.

Quand on parle de **développement**, on entend l'ensemble des modifications économiques, techniques, sociales et culturelles. C'est une définition qui est avant tout l'apanage des économistes. Dans leur esprit, l'évolution doit bien sur être positive et aboutir à une amélioration complète du bien-être. Il y a donc dès le départ un parti pris idéologique. Cette notion a été utilisée la première fois par le président américain **Harry Truman** en 1949 lorsque celui-ci annonça un programme d'aide technique aux pays qu'il qualifia alors de « sous-développés ». Le sous-développement ne se comprend dans son propos que par rapport au développement. Il y a donc une forme de géocentrisme dans cette appellation. Nous y reviendrons.

Le développement peut aussi être défini à partir des travaux de l'économiste américain **W.W. Rostow** qui écrivit en 1960 *Les Etapes de la croissance*. Pour cet auteur, l'évolution économique passe obligatoirement par cinq étapes successives. On passe du stade de la société traditionnelle, caractérisée par une économie agricole, à la transition vers le décollage qui débouche sur le décollage accompagné d'un processus d'industrialisation. Puis l'économie, après une étape de transition, parvient à la société de consommation où tous les besoins des populations sont couverts. Dans ce schéma, l'étape principale est celle de l'industrialisation ou décollage (*take off*). Si les pays développés sont parvenus à l'ultime étape, les pays dits du Tiers-monde en sont, au mieux, au stade du décollage. Dans cette optique, les « Suds » proposent un cheminement spécifique de peuples « oubliés » du processus de développement.

Selon Pierre George, « *le sous-développement est une situation dans laquelle les processus économiques et sociaux, se heurtant à des blocages fondamentaux, ne parviennent pas à porter la croissance à un rythme autorisant les accumulations nécessaires et à provoquer une transformation des structures telle que s'opère une mutation qualitative dans les conditions d'existence de la population* »

Dictionnaire de la Géographie, PUF, 1970.

Cela implique principalement une production, des possibilités de consommation et de revenus insuffisantes, une sous-nutrition ou une malnutrition, un blocage de croissance, la dégradation des termes de l'échange, une incapacité à assumer le service de la dette. La dette va souvent de pair avec le développement. Les investissements nécessaires ne sont pas toujours supportés de manière autonome. Le problème réside lorsque le remboursement de la dette devient impossible et que l'endettement devient structurel.

Dans cette optique, certains Etats accumulent les handicaps et constituent ce que l'on appelle des PMA. Ces pays les moins avancés peuvent se définir ainsi selon Bailly, Ferras, Pumain (*Encyclopédie de géographie, Economica, 1992*).

- La taille de la population.
- Le revenu par habitant.
- Des indicateurs de diversification économique.
- Des indicateurs prenant en compte la qualité de vie.

A travers cette première approche du développement, on peut voir que les débats ont été légion et bien souvent idéologiquement orientés. Cette orientation idéologique s'explique par :

- Les bouleversements politiques issus de la colonisation. Le sous-développement, le tiers-monde, les tiers-mondes, les PMA, les pays émergents donc d'une manière globale les « Suds » n'ont de réalité que dans les processus d'émancipation des peuples colonisés. Ceci suppose également une émancipation du néocolonialisme selon certains auteurs.
- Le double modèle des blocs américains et soviétiques. Ces deux modèles proposent des économies politiques radicalement différentes. Le non-alignement d'un certain nombre d'Etats (Bandung 1955) ne doit pas faire oublier la forte dépendance générale des nouveaux Etats émancipés aux deux blocs. Les aides proposées par les deux blocs ont provoqué des dépendances nouvelles et imposées des modèles de développement spécifiques.

A partir des années 1950, la transformation des situations socio-économiques difficiles est publiquement admise et proclamée. Dans le même temps, l'évolution souhaitée n'est admise que dans une optique initiée par les pays du Nord. Cette volonté de participer au développement participe donc à la mise sous dépendance des pays du Sud. D'où le géocentrisme mentionné auparavant.

Les pays dominateurs imposent une ligne de conduite, une orientation, par la mise au point de programmes qui correspondent à leur propre conception du développement. Ils engagent ainsi les pays sous-développés à adhérer à leur dynamique du développement sans tenir compte nécessairement des valeurs et besoins propres des pays aidés. Les remèdes au sous-développement sont donc imposés par l'extérieur. Ils donnent la préférence au capitalisme d'état, consentent à la dégradation des traditions, des racines culturelles, des modes de vie au profit de la modernisation à tout prix.

Ceci est à l'origine de crispations nouvelles dans les pays du « Sud » et un discours parfois antimondialiste ou altermondialiste comme semble le montrer le développement de nouvelles formes de nationalisme ou les nouvelles formes solidarités internationales issues des pays du Sud. Dans cette optique d'une croissance à tout prix et donc d'un développement nécessaire, l'appellation de pays sous-développés laisse désormais la place au terme de pays en voie de développement. Les pays du Sud se caractérisaient ainsi selon un processus en cours ou à venir et non par une réalité socio-économique actualisée. D'où parfois des décalages entre les discours issus des grandes instances internationales et la réalité sur le terrain.

Les spécialistes avaient cependant bien observé que le développement, selon les échelles, le maillage étudié, était inégal, contrasté : entre micro-régions et régions, villes d'un même Etat, entre Etats et grands ensembles régionaux à l'échelle mondiale. Cependant ces mêmes spécialistes n'envisageaient la notion de développement qu'en simples termes de croissance économique et quantitative (PNB/PIB, flux de capitaux et d'échanges, capacités d'investissement, etc.). Ceci ne pouvait qu'aboutir à une impasse sémantique.

Promue par la Banque mondiale depuis 1990, la notion de « développement humain » va dès lors compléter cette approche en prenant en compte leurs impacts réels dans la vie des populations :

- Niveau de santé.
- Espérance de vie.
- Niveaux d'éducation.

Ceci était d'autant plus nécessaire que certains pays ne pouvaient entrer dans les grilles traditionnelles des enquêtes avec parfois des niveaux de richesse peu élevés mais avec des niveau de santé ou d'éducation ou encore d'espérance de vie tout à fait honorable (ex de Cuba). Pour en rendre compte, des indicateurs composites ont été proposés : par exemple, l'**Indicateur de développement humain** (IDH) calculé chaque année depuis 1990 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) permet des comparaisons internationales dans la durée.

Ces classifications sont déterminantes car elles peuvent permettre l'attribution de certaines aides. Cet indice a été imaginé en 1990 par deux économistes : Mahbub ul Haq (Pakistan) et Amartya Sen (Inde). C'est un indice compris entre 0 et 1 que l'on calcule en prenant en compte :

- La santé/longévité (espérance de vie à la naissance) permettant de juger de besoins essentiels comme l'alimentation, le logement, l'hygiène ou encore les soins médicaux.
- Le savoir ou niveau d'éducation (taux d'alphabétisation des adultes et de scolarisation) permet de juger de la satisfaction des besoins immatériels.
- Le niveau de vie (PIB par hab.) permettant de juger de la satisfaction de besoins matériels.

Les évolutions récentes de l'IDH montre une nouvelle donne au niveau des pays du Sud. Afin d'affiner les critères, les derniers classements tentent également de définir un **indicateur de pauvreté humaine** (IPH). C'est un indice permettant de caractériser le niveau de pauvreté d'un pays. Il a été créé par le PNUD (programme des nations unies pour le développement). Ce dernier a ainsi complété en 1997 l'indicateur de développement humain (IDH) par un indicateur spécifique de la pauvreté, l'indice de pauvreté humaine, qui repose sur trois variables :

- le risque de mourir avant 40 ans.
- le taux d'analphabétisme parmi les adultes.
- les conditions de vie mesurées à la fois par l'accès aux services de santé, l'accès à l'eau potable et la sous-nutrition chez les enfants de moins de cinq ans.

Le PNUD a par la suite adapté sa définition de la pauvreté humaine au contexte spécifique des pays industrialisés, en ajoutant une quatrième variable, le taux de chômage de longue durée. La pauvreté est essentiellement estimée par le nombre de personnes vivant avec un revenu en dessous d'un niveau dit « de pauvreté », qui était en 2002 de deux dollars US par jour. Mais à leur tour, l'IDH et l'IPH peuvent paraître insuffisants et réducteurs aux yeux de certains qui proposent d'autres indicateurs pour mesurer le bien-être réel des sociétés et tenter d'évaluer leur « bonheur »...

La réflexion sur les conditions du développement passe aussi par l'examen du couple développement et gouvernance. Comment fonctionne leur corrélation ? Une bonne gouvernance est-elle la condition d'un développement vertueux ou l'inverse ? Selon les instances internationales, l'amélioration des conditions de vie est le résultat d'une meilleure gouvernance et non l'inverse. C'est donc la démocratie qui prime, pas l'économie, du moins pour une majorité de pays car il peut y avoir des exceptions (la Chine ou les pétro-monarchies du Golfe). D'une manière générale, une bonne gouvernance, à savoir une redistribution équitable des richesses et des ressources, des transferts raisonnés en faveur de l'éducation, de la santé, débouche sur des conditions de vie meilleures et sur une réduction renforcée de la pauvreté. Les effets sont rapidement efficaces : l'amélioration des droits humains, l'efficacité de l'administration et des régulations publiques, la lutte contre la corruption, le respect de règles de droit ont des résultats rapides.

Vous aurez d'autres précisions sur cet aspect pendant le cours de Mr Roux lorsqu'il détaillera les politiques de développement. Cependant, d'un point de vue pratique, nous voyons bien que l'élaboration de typologies aussi variées implique une différenciation spatiale de plus en plus nette. Le Sud devient les « Suds » ; la pluralité des situations devient un leitmotiv pour l'ensemble des spécialistes de la question.

2) *Un monde de plus en plus pluriel.*

A travers cette animation cartographique créée par un collègue (voir blogdepef.canalblog.com), nous voyons bien que l'expression tiers-monde ne peut plus aujourd'hui être utilisée. Le tiers-monde a été conçu et conceptualisé dans le contexte de la bipolarité et était censé désigner tous les pays qui ne se reconnaissaient dans aucun des deux blocs qui se faisaient face. Avec la disparition du camp soviétique, la formule évidemment ne fait plus sens. Du reste, il ne s'agit pas uniquement d'une querelle sémantique : la disparition du clivage Est-Ouest a d'un certain point de vue réactivé et enrichi l'opposition Nord-Sud. Il est vrai que les pays du Sud, orphelins du patronage des deux superpuissances, ont aujourd'hui tendance soit :

- à tenter l'expérience des intégrations régionales, qui sont alors de nature horizontale,
- ou à tenter l'expérience de nouveaux patronages auprès de puissances émergentes du Sud ou d'anciennes puissances du Nord.

Ils inventent ainsi des relations verticales qui tendent à renforcer l'éclatement du Sud. Dès lors comment peut-on définir l'appartenance aux « suds » ? Selon Bertrand Badie, professeur à Science Po (Paris), être « du Sud » signifie surtout proclamer sur la scène internationale une histoire faite de soumission, de domination et d'inégalités qu'on revendique comme telles pour construire sa propre posture au sein de la scène internationale présente. Cette domination à son tour peut se décliner de différentes manières, bien entendu elle sera d'abord de type économique, mais aussi politique, et de ce point de vue, engage également le secteur culturel.

Il convient de rappeler ainsi la diversité des « Suds », diversité de plus en plus accusée dans la mesure où les écarts économiques entre pays tendent eux aussi à se renforcer. Diversité politique dans la mesure où chaque Etat du Sud tend à construire son ordre intérieur et sa diplomatie en fonction de paramètres très différents d'une région à l'autre. Diversité culturelle bien entendu puisque de l'Afrique à l'Amérique centrale ou à l'Asie du Sud, les histoires sont fortement différentes. L'appellation générique « Sud » risque d'entretenir la confusion si on oublie l'extraordinaire diversité qui vient ainsi peupler le monde du Sud et qui explique notamment que celui-ci ne soit uni en rien.

Le seul lien tangible est peut-être réalisé par des organisations internationales comme le mouvement des non-alignés, le groupe des 77 ou le groupe des 90. Le Groupe des 77 est une coalition de pays en développement qui a pour but de concevoir promouvoir les intérêts économiques collectifs et de créer une force de lobbying importante à l'ONU. Fondé en 1964, ce groupe s'est aujourd'hui étoffé et compte près de 130 membres. Son organisation interne a été décrétée à Alger en 1973. Le Groupe des 90, quant à lui, a été créé en 2003 à Cancun dans la même optique.

3) *Un monde en recomposition constante.*

Comme nous l'avons déjà souligné, en terme de développement, le Sud tend à se différencier de manière croissante d'où l'appellation les « Suds ». L'ouvrage de Robert Chapuis et Thierry Brossard n'hésite pas à parler ainsi des « quatre mondes du tiers-monde » (Armand Colin 1997). Les auteurs distinguent ainsi quatre ensembles continentaux.

L'Amérique latine dont les pays ont un pied dans le développement se caractérisent par :

- L'économie la plus développée des Tiers Mondes.
- Le niveau de vie le plus élevé des Tiers Mondes.
- L'adoption de normes démographiques occidentales.
- Des ensembles régionaux peu contrastés.
- Une tête de pont de la civilisation occidentale.

Le Monde arabo-musulman qui associe islam et pétrole dont les états se caractérisent par :

- Des pays en voie d'industrialisation (le « roi pétrole » certes mais une industrie manufacturière récente et un secteur tertiaire en rapide développement).
- Un niveau de vie en forte augmentation avec notamment un niveau sanitaire et scolaire en gros progrès.
- Une croissance démographique non maîtrisée.
- Une unité culturelle mais des divisions politiques.
- Des ensembles régionaux contrastés avec les petits pays pétroliers, le Moyen Orient et enfin l'Afrique septentrionale.

L'Asie qui à travers ses contrastes montrent des avancées conséquentes. Les états présentent une situation quelque peu complexe avec :

- Un niveau de vie encore faible (revenu bas mais en rapide progrès, un état sanitaire qui s'améliore mais qui reste pour la plupart des états médiocre mais en contraste un assez bon niveau d'instruction).
- La transition démographique est bien avancée (une mortalité faible, un fléchissement sensible mais inégal de la fécondité, une croissance démographique ralentie).
- Une croissance économique accélérée reposant sur une industrialisation massive tournée vers l'extérieur pour les locomotives du développement.
- Des vieilles civilisations en pleine évolution (des structures d'encadrement solides, un dynamisme de certaines oligarchies, une sphère de coprosperité).
- Des contrastes régionaux forts qu'il convient d'analyser en fonction du processus d'industrialisation (aire chinoise et indienne, le sud est asiatique, le cas à part de la péninsule indochinoise et de la Birmanie).

L'Afrique enfin qui selon les auteurs constitue un « tiers monde mal parti » ! Les caractéristiques de cette aire régionale constituent une antithèse d'un développement harmonieux :

- La croissance démographique la plus forte des Tiers Mondes (les auteurs parlent d'une bombe démographique ! Il est vrai que le continent compte 900 millions d'habitants).
- L'économie la plus attardée des « Suds » (poids record de l'agriculture, industrie à peine naissante, un secteur tertiaire extrêmement déficient, fragilité et dépendances économiques).
- Le niveau de vie le plus faible (un revenu désastreux, une sous-nutrition généralisée, un état sanitaire calamiteux, une scolarisation certes en progrès mais encore largement déficitaire).
- Un continent disloqué (balkanisation et tensions politiques).

A travers cette typologie, on comprend pourquoi l'usage du pluriel est nécessaire et souligne *la diversité* des situations. Ceci est d'autant plus vrai que c'est un espace lisible à une infinité d'échelles, depuis l'échelle planétaire qui permet de déterminer des traits communs, jusqu'à l'échelle locale qui peut révéler parfois des paradoxes et des contrastes.

Les théories relatives à **l'évolution duale** mettent ainsi l'accent sur le cheminement parallèle de deux types d'économies et de sociétés au sein même des pays du Sud :

- L'économie traditionnelle d'une part, marquée par un certain fatalisme, la faiblesse de l'esprit d'entreprise, le troc, l'autarcie, une division réduite du travail, un éventail étriqué des besoins.
- L'économie moderne d'autre part, animée par un nombre réduit de personnes et de groupes innovateurs, soucieux de participer activement au devenir du monde technologique, disposant d'une formation suffisante, de moyens financiers appropriés.

Dans une optique idéale, la force d'entraînement ainsi constitué par l'économie moderne devrait intégrer progressivement le secteur traditionnel. Cette situation a été observée en Chine par exemple pour une part de la population. La mondialisation fait donc passer les lignes de démarcation Nord-Sud à l'intérieur même des Etats provoquant parfois des distorsions politiques fortes. Pour reprendre l'actualité, il est certain que la bourgeoisie iranienne (riche, instruite et internationalisée), est exaspérée de voir le gouvernement iranien de Mahmoud Ahmadinejad entretenir une relation démagogique avec les laissés-pour-compte de la société iranienne sur un mode particulièrement radical.

A une plus petite échelle, nous pouvons également constater que le Sud est une catégorie fortement évolutive qui distingue aujourd'hui des puissances émergentes aux atouts considérables et capables non seulement de faire jeu égal avec les pays du Nord, mais aussi de gagner des positions de puissance aux dépens des Etats traditionnellement associés à la direction des affaires internationales. Dans les années 1950, la Corée du Sud faisait partie des états dits du sud, aujourd'hui...

Pour d'autres Etats, la situation est identique. Il est évident que la Chine d'abord, mais l'Inde et le Brésil aussi, ont des besoins d'ouverture sur le monde qui vont très vite. Ces nouvelles puissances émergentes montrent également une volonté de domination sur les pays du Sud les plus pauvres. Le phénomène est bien connu à travers l'implantation de la Chine en Afrique (voir documents statistiques), mais il est également remarquable à travers la mondialisation de la politique étrangère brésilienne, voire indienne ou sud-africaine. Cet impérialisme amène des solidarités nouvelles entre le Nord et certains pays du Sud. L'intégration des puissances émergentes au sein d'organisations internationales en gestation en constitue une preuve flagrante.

Le G20 regroupe ainsi depuis 1999 les grandes puissances traditionnelles auxquelles sont venues se greffer des pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou encore l'Afrique du Sud. Il représente les deux tiers du commerce mondial et plus de 90% du produit mondial brut c'est-à-dire de la richesse mondiale. Cette intégration à l'oligarchie mondiale risque à terme de mettre à mal la qualité des relations des pays émergents avec les pays les plus pauvres. Prenons l'exemple de l'Afrique du sud et du Brésil. En s'érigeant comme puissances régionales (au sein de la SADC pour l'Afrique du Sud, dans le Mercosur pour le Brésil), ces Etats prennent le risque de susciter des contestations chez leurs voisins. En se rapprochant ainsi des pôles de décision mondiaux, ils risquent d'essuyer une égale méfiance venue de leurs partenaires du Sud et de leurs nouveaux concurrents du Nord. C'est sans aucun doute l'enjeu principal issu du processus de mondialisation que nous allons désormais analyser.

II. ... qui s'explique par la mondialisation...

1) Un processus ancien et complexe (approche historique).

Le terme de mondialisation est utilisé en France à partir de date de 1949. Son sens initial n'a que peu de rapport avec sa réalité contemporaine. Il était né d'une campagne pacifique initiée par un ancien militaire américain du nom de Garry Davis. Ce dernier avait renoncé à son passeport américain en faveur d'une citoyenneté qu'il nommait alors mondiale. Les habitants de la planète étaient invités à s'inscrire sur un registre et les communautés territoriales à se mondialiser. Soutenu par certaines personnalités de l'époque comme Einstein ou encore Camus sa campagne avait connu un certain succès. Quelques villes s'étaient jointes au mouvement et s'était déclarée « mondiale ». Cette démarche quelque peu « naïve » sera très vite stoppée lorsque les tensions de la guerre froide accouchèrent du conflit coréen en 1950. Les utopies pacifistes n'avaient plus désormais d'écoute au sein de l'opinion publique.

Nous sommes loin aujourd'hui de telles considérations. Le terme anglais de *globalization* (néologisme en français de « globalisation ») est plus approprié à la réalité d'un monde de plus en plus étroit et connecté. La globalisation est un processus de mise en relation des différentes composantes du monde. Il s'agit d'un processus continu d'intensification et de fluidification des échanges, porté par l'essor des transports et des mobilités. Il en résulte une nouvelle organisation du monde, à la fois plus interdépendant et très hiérarchisé. En effet, la fantastique progression des flux de produits, de services, de capitaux, d'informations a créé une économie monde faite d'inégalités, de solidarités et de concurrences entre pays.

Ce phénomène ancien s'est aussi accompagné de déséquilibres qui perturbent l'économie mondiale. Nous sommes actuellement dans ce que les historiens et les économistes appellent la troisième mondialisation. La première a correspondu à la première vague de colonisation de l'Europe au XVI^e siècle. La deuxième à la révolution industrielle et à la colonisation de l'Asie et de l'Afrique par l'Europe au XIX^e siècle. À chaque fois, se retrouvent un certain nombre de points communs : une révolution des transports (la caravelle et la boussole, les progrès de la voile, la vapeur et le train), une mise à l'écart d'une partie du monde quand l'autre se renforce. Ceci nous montre que cette connectivité et cette interdépendance sont anciennes. Certes le monde d'aujourd'hui n'a jamais été autant concerné par la mondialisation mais d'autres périodes de l'histoire avaient eu cette ambition.

Dès l'Antiquité, Alexandre le Grand (IV^e avjc) avait imaginé un projet universel. De même, à l'époque moderne, les Habsbourgs s'étaient donné pour devise : « *Il appartient à l'Autriche de commander l'univers* ». Les **processus de colonisation** vont accélérer le processus. C'est ainsi que Serge Gruzinski donne à la première partie de son superbe ouvrage *Les Quatre Parties du monde*, dans laquelle il retrace l'impact de la conquête de l'Amérique, le titre de « **Mondialisation ibérique** ». Le XIX^e siècle voit une accélération du processus de mondialisation. La prise de conscience est immédiate, notamment chez les marxistes. Dans le *Manifeste du parti communiste* (1848), les liens de causalité entre l'industrialisation et la mondialisation sont clairement définis (« *La grande industrie a fait naître le marché mondial* »). De même, dans *L'Idéologie allemande*, Karl Marx avait écrit : « *Le prolétariat ne peut exister qu'en tant que réalité « historique et mondiale », de même que le communisme, action du prolétariat, n'est concevable qu'en tant que réalité « historique et mondiale » (...) Cela veut dire que ces individus mènent une existence qui se rattache directement à l'Histoire universelle.* »

La deuxième partie du XIX^e siècle et le début du XX^e, âge d'or de l'expansion coloniale et de l'impérialisme, « stade suprême, selon Lénine, du capitalisme », ont largement confirmé cette approche, et 1914 voit le déclenchement de la première des guerres dites « mondiales ». Trois ans plus tard, les deux futures superpuissances poseront quasi simultanément leur candidature à l'hégémonie également « mondiale », Lénine ne doutant pas que la révolution ferait rapidement tache d'huile en Europe et en Asie et le président Wilson s'imaginant rendre, avec la Société des nations et sa charte inspirée de la Constitution des Etats-Unis, le monde « sûr pour la démocratie ». La crise de 1929, « mondiale » ruine les calculs des pacifistes l'Europe se hérissé de canons. Cette seconde guerre aura un caractère encore plus mondial que la première.

Au lendemain de cette hécatombe mondiale, une nouvelle guerre met en évidence les interdépendances nées de la mondialisation. Même si tout le monde l'appelle « froide », elle a fait beaucoup plus de victimes que celle de 1914-1918. De la Corée à l'Indochine, de l'Ethiopie à l'Afghanistan elle a été encore plus « mondiale » que celle de 1939-1945. Ce processus va s'accélérer par la suite. Dès 1968, le sociologue canadien Marshall McLuhan n'hésite pas à parler de « *Global Village* », de village planétaire. L'expression reflète bien la prodigieuse transformation des rapports internationaux. Le développement des moyens de communication, des avions et des fusées qui effacent les distances, du téléphone et de l'Internet et, plus encore peut-être, de l'audiovisuel, qui permet à des centaines de millions d'humains de vivre ensemble les mêmes événements sportifs, politiques ou culturels.

L'espèce humaine a vu bouleverser ses horizons familiers, dévaluant prodigieusement la notion de frontières. Ceci a été d'autant plus rapide que le bloc soviétique s'est dans le même temps disloqué. En 1989, l'américain Francis Fukuyam constatait dans son célèbre article sur « *La fin de l'Histoire* » la disparition « des alternatives systématiques viables au libéralisme occidental ». Tous les pays qui ont alors recouvré leur indépendance ayant opté pour l'économie de marché, la Chine et le Vietnam lui faisant une large place tout en maintenant la dictature du Parti communiste, la mondialisation apparaît moins comme une doctrine ou une politique que comme un fait, ou au moins un processus, difficilement réversible.

Mais mondialisation ne veut pas dire unification, et le fait de vivre dans le même village (« globalia » ?), planétaire ou pas, ne suffit pas à garantir la bonne entente de ses habitants. Il y faudrait une autorité énergique et compétente. Les Etats-Unis ont pu réclamer ce rôle. Mais les désillusions géopolitiques américaines ont quelque peu remis en question l'hégémonie proclamée haut et fort.

La mondialisation demeure cependant aujourd'hui le décor des seuls échanges économiques. Il n'y a pas de « gouvernance » mondiale digne de ce nom. Ceci illustre une insuffisance plutôt qu'un excès de mondialisation. Même au niveau régional, les intégrations semblent bloquées. L'Europe par exemple n'arrive pas à dépasser le simple cadre d'une communauté d'états. Il est donc à parier que les enjeux à venir se poseront en terme d'harmonisation des politiques mondiales.

2) *Un processus global qui s'explique par de nombreux facteurs.*

L'objectif est de vous fournir une grille d'analyse pour vos dissertations. Qu'est-ce qui peut expliquer le renforcement du processus de globalisation ? Quelque soit les aires géographiques étudiées, nous retrouvons des points de convergence.

Des facteurs économiques	Des facteurs technologiques	Des facteurs sociaux	Des facteurs politiques et culturels
L'inégale répartition des ressources naturelles.	Le progrès technique inégalement réparti.	Augmentation des niveaux de vie.	La victoire du libéralisme économique et du libre échange.
L'inégale répartition des ressources humaines.	Le coût des transports en baisse.	Accroissement de la consommation (en particulier dans les PED).	L'abaissement continu des barrières douanières.
L'inégale répartition des ressources productives.	La réduction des temps de déplacement.	Développement des normes de consommation occidentales dans les PED.	La création de l'OMC.
La dispersion mondiale du savoir faire.	L'informatisation et les progrès des télécommunications.	Main d'œuvre abondante et bon marché dans les PED.	La formation de « régions » économiques planétaires (type ALENA).
La brièveté du cycle de vie des produits.	Le triomphe de l'image. La diffusion des informations en temps réel.		Le processus d'intégration des cultures.
La transnationalisation des capitaux.	La mutation incessante de la recherche et du développement.		Des replis identitaires.
L'essor des échanges commerciaux et culturels.			

3) *Un processus non neutre (opposition ou appui).*

La mondialisation produit dans un même mouvement de l'homogénéisation et de la différenciation, cette dernière résultant largement du désir des sociétés d'affirmer leurs différences. On assiste ainsi à un retour à l'identité et au régionalisme pour lutter contre la mondialisation des modes de vie. L'opposition peut prendre une dimension politique. C'est le cas du mouvement « altermondialiste » qui puise son unité dans la contestation du fonctionnement de la mondialisation dite « libérale », c'est-à-dire gouvernée par les mécanismes de l'économie de marché. L'altermondialisation désigne donc un mouvement de la société civile qui conteste le modèle libéral de la mondialisation et revendique un mode de développement plus soucieux de l'homme et de l'environnement.

Des prises de position et des revendications sont communes à de nombreuses organisations concernant la justice économique, l'autonomie des peuples, la protection de l'environnement, les droits humains fondamentaux. Ces thèmes se retrouvent dans des textes de diverses organisations du mouvement altermondialiste : plate-forme associatives, manifestes ou rapports élaborés durant les forums sociaux mondiaux, dont le manifeste de Porto Alegre. Politiquement, le mouvement oscille entre un réformisme et une rupture :

- Contestation du statut et des politiques des institutions mondiales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI), le G8.
- Recherche d'alternatives à l'ordre international de la finance et du commerce.

La plupart des « altermondialistes » établissent un lien de cause à effet entre ces deux mouvements : le développement du commerce international assurerait le triomphe des économies déjà dominantes et la marginalisation des régions et pays les plus fragiles.

La maîtrise du phénomène de mondialisation se heurte à deux obstacles :

- Le premier est d'ordre politique : alors qu'il n'existe pas de structures politiques internationales unifiées, les différentes autorités étatiques légitimes ne disposent pas du même poids décisionnel.
- Le second obstacle réside dans le fait que les acteurs se diversifient et se multiplient (développement de structures en réseau comme les organisations économiques internationales, les groupes financiers, Organisations non gouvernementales, réseaux mafieux, etc.).

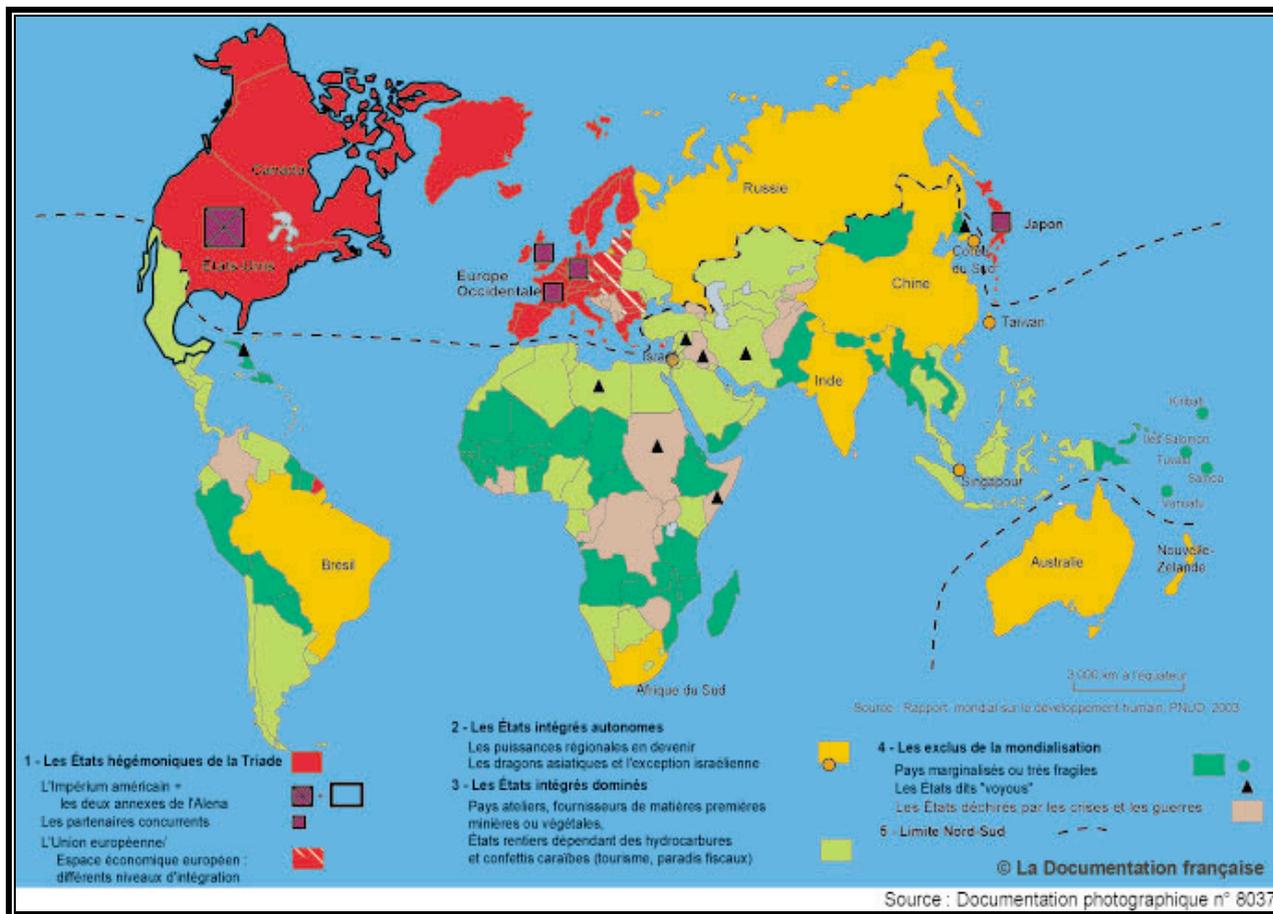
Pour faire face à ces difficultés, les États ont ressenti un besoin croissant de coopération interétatique, afin de mieux se protéger ou de gérer des questions communes. Ainsi se sont mis en place des marchés régionaux plus ou moins intégrés : Mercosur, ASEAN (*Association des nations du Sud-Est asiatique*), etc. Pour faire face aux nouveaux enjeux de la mondialisation, de nouvelles formes de partenariat se développent. Les *lobbies* deviennent des acteurs de premier rang. Dans ce domaine on ne peut que constater l'accroissement du poids des « Suds » dans les instances internationales (voir doc 1 du recueil sur l'Afrique). On les appelle notamment les « *Like Minded Group* », les groupes de « ceux qui pensent la même chose ». A l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, personne n'ignore l'importance de ces coalitions informelles qui se forment au gré des sujets en négociation pour tenter de faire prévaloir leurs intérêts dans les décisions finales.

Leur histoire est presque aussi vieille que celle du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers de 1947), mais ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que les pays en développement ont décidé de jouer à fond ce jeu des alliances. Au grand dam des pays industrialisés qui en avaient jusqu'alors le quasi-monopole. Cette volonté des pays du Sud de bousculer le tête-à-tête des pays industrialisés pour imposer leur reconnaissance se lit aussi dans la réactivation du Groupe des 77, le plus grand rassemblement organisé des pays en développement. Ce symbole des grandes heures de la confrontation Nord-Sud, tombé totalement en sommeil au tournant des années 1980, a organisé ces dernières années des sommets rassemblant les chefs d'Etat des pays concernés. **Pour participer pleinement au nouvel ordre mondial, les pays en développement réactivent donc entre eux de vieilles alliances.** Par petites touches, le paysage a changé et le discours du Sud s'est transformé en un réquisitoire où se mêlent le droit de participer à la définition des règles du jeu de l'économie mondiale et la reconnaissance de leur souveraineté. La solidarité Sud-Sud redevient à la mode.

III... et provoque de nouveaux enjeux.

1) Les degrés d'intégration dans le processus de mondialisation.

Les espaces de la mondialisation présentent une intégration contrastée. Même si la mondialisation débouche sur la mise en place d'un nouvel ordre mondial fondé sur un partage plus collectif des ressources, richesses, savoirs et technologies, l'intégration des « Suds » reste contrastée comme le rappelle la typologie proposée par Laurent Carroué :



États hégémoniques	États intégrés dépendants	États intégrés dominés	Exclus de la mondialisation
<p>Les États de la Triade constituent des centres hégémoniques dominants. Impulsant les évolutions scientifiques et techniques, ils contrôlent l'essentiel des médias et des productions culturelles.</p> <p>Dans la division internationale du travail (DIT), ces pays se spécialisent dans la fourniture de produits manufacturés à haute valeur ajoutée, les prestations intellectuelles et les activités de conseil à l'ensemble de l'économie mondiale, tout en veillant à maintenir leur mainmise sur la</p>	<p>Dans cet ensemble, deux grands groupes peuvent être identifiés.</p> <p>Le premier groupe est constitué d'États intégrés autonomes. Il comprend des puissances régionales (Russie, Chine, Brésil, Inde, Afrique du Sud), dominant plus ou moins leur environnement immédiat, qui s'affirment de plus en plus sur la scène mondiale.</p> <p>Elles sont rejointes, dans une moindre mesure, par les dragons de l'Asie (Singapour, Corée du Sud et Taiwan), dont l'essor industriel, commercial</p>	<p>Il s'agit des États ateliers, qui sont impliqués dans des rapports de dépendance.</p> <p>Ils accueillent les industries en voie de banalisation technologique (textile, jouet, électronique grand public, etc.), pour lesquelles les coûts de main-d'œuvre sont importants.</p> <p>Ce mouvement réorganise à l'échelle de la planète une partie des activités productives et de services. On trouve dans cet ensemble soit des pays émergents, soit une partie des pays d'Europe de l'Est en</p>	<p>Face aux pays intégrés, se déploient les « marges évitées », régions sacrifiées de la mondialisation.</p> <p>On classe dans cet ensemble hétérogène les PMA de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie centrale et du sud et les États andins d'Amérique latine, qui regroupent plus de 600 millions d'habitants.</p> <p>Un autre ensemble est composé des États que les États-Unis qualifient de « voyous », comme la Corée du Nord, l'Iran ou la Libye, soumis au boycott ou à</p>

<p>propriété intellectuelle (brevets, marques, logiciels, etc.).</p> <p>Ces centres hégémoniques déploient directement leur influence sur les périphéries intégrées.</p>	<p>et technologique est dû à une volonté politique.</p>	<p>transition.</p> <p>Dans ce groupe figurent des États dont l'importance est dictée par les intérêts géostratégiques des centres : ce sont les États pétroliers et gaziers, en particulier ceux du Proche- et du Moyen-Orient. Ils sont dépendants des puissances industrielles consommatrices, en particulier des États-Unis, qui consomment 25 % du pétrole mondial.</p>	<p>l'embargo pour des raisons géopolitiques, avec des incidences sur leurs activités économiques.</p> <p>Un dernier groupe rassemble les pays déchirés par les crises et les guerres civiles, totalement exclus de la mondialisation.</p>
--	---	---	---

2) *La mondialisation, facteur de développement ?*

De manière simpliste, les avis divergent autour d'un double constat aux effets opposés. Les économistes ont souligné l'effet de convergence des pays du sud. Il s'agit d'une tendance observée par le spécialiste américain du développement Lant Pritchett qui voit les pays pauvres croître plus vite que les riches et donc rattraper leur niveau de revenu. Dans le même temps, les dérégulations économiques touchent plus durement les « suds ». Plusieurs décennies de développement non pensé ont installé un modèle extrêmement dangereux de société au sein des pays du Sud. L'accélération du processus fait de la structure sociale des pays en développement une source de dangers dont les politiques de développement ne sauraient régler dans le court ou le moyen terme.

Il convient de retenir en particulier une urbanisation galopante, une poussée démographique des plus préoccupantes, et un rapport aux ressources fondamentales très fortement aggravé. Tous ces éléments se conjuguent pour banaliser au Sud une certaine violence sociale. Si la mondialisation est source de développement, elle peut cependant être accusée de provoquer de la « mauvaise » croissance.

C'est ainsi que dans son Rapport sur le développement humain de 1996, le P.N.U.D. avait défini cinq formes de « mauvaise » croissance qu'il convenait d'éviter :

- La croissance sans création d'emploi.
- La croissance qui accroît les inégalités sociales.
- La croissance sans progrès vers la démocratie.
- La croissance qui dilapide les ressources nécessaires aux générations futures.
- La croissance qui s'accompagne d'une perte de l'identité culturelle.

3) *Les mutations spatiales liées à la mondialisation dans les Suds.*

Le but de ce paragraphe est de vous fournir une grille d'analyse possible pour un sujet sur la mondialisation et les « Suds ». Si vous avez ce type de sujet, il s'agirait d'établir une **mise en relation entre un espace et un processus**. Si vous avez un sujet qui focalise son analyse sur une aire spécifique des « Suds », avant d'établir cette relation il convient de se demander d'abord si les états de cette aire sont des acteurs ou non de la mondialisation ? De cette première interrogation découle une seconde, quel est l'effet de la mondialisation sur l'aire ainsi étudiée ?

Ceci suppose de s'interroger sur le degré d'intégration dans le processus mais également de prendre en compte les modalités et les acteurs. Ceci suppose également de voir le rôle de la mondialisation dans le développement. S'agit-il d'une opportunité ou d'une menace ? Enfin il conviendrait d'étudier les mutations spatiales induites par la mondialisation. Celle-ci organise-t-elle différemment les territoires, avec des lieux spécifiques, à quelles échelles ces phénomènes sont-ils lisibles, produit-elle de l'homogénéisation ou de la différenciation ?

Pour pouvoir répondre à ces questions, il convient de respecter une analyse interscalaire des aires, des pôles et des flux concernés.

Conclusion : les enjeux de la mondialisation ?

Comme nous l'avons analysé, la mondialisation est présentée comme un processus de « *mise en relation des différentes composantes du monde qui s'articulent en système* ». Les auteurs sont cependant partagés quant à l'interprétation de ce processus. Pour être simple, rappelons que :

- Pour Roger Brunet, l'étude de la mondialisation est fondée sur les flux et l'appréhension du monde comme un système.
- Pour Jacques Lévy, la mondialisation débute dès le Néolithique et aboutit à l'avènement d'une « *société-monde* ».
- Pour L. Carroué c'est surtout l'extension du système capitaliste. Il distingue plusieurs mondialisations, la troisième étant à l'œuvre depuis l'effondrement de l'URSS.
- Pour O. Dolfus, c'est une logique d'homogénéisation de l'espace en cela il s'oppose à ceux qui pensent que la mondialisation accentue les inégalités territoriales et la fragmentation de l'espace. D'un côté, elle tend à accentuer les phénomènes de diffusion, facilitant la mise en relation des sociétés du monde entier. D'un autre, elle alimente des comportements de rejet : particularismes, communautarismes...

Bref, nous le voyons bien la mondialisation est un catalyseur de développement et d'inégalités. Elle valorise les différentiels à l'échelle planétaire. Tout en créant de l'activité, la mondialisation laisse donc de côté des acteurs de moindre importance. On assiste alors à de nouvelles logiques spatiales qui établissent de nouvelles formes de ségrégations.

Pour les pays riches, la mondialisation économique comporte pourtant deux bénéfices essentiels. Le premier profite au consommateur qui a accès à un éventail plus large de biens à un prix plus faible. Le second profite aux détenteurs du capital, qui obtiennent ainsi un meilleur rendement de leurs capitaux. Les pays riches souffrent en revanche de la délocalisation de leurs industries en main-d'œuvre peu qualifiée, ainsi que de la concurrence accrue avec les autres pays riches. Pour rester compétitifs, les pays riches se font parfois une concurrence en matière de réglementation et de protection sociale. On parle alors de *dumping social*. Jusqu'à la crise asiatique en 1997, les nouveaux pays industrialisés et les pays intermédiaires semblaient les grands gagnants de la mondialisation économique. Profitant d'une main-d'œuvre qualifiée et à faible coût, ils ont bénéficié d'investissements très importants en provenance des pays riches, ce qui leur a permis de construire une économie moderne et un système de formation solide, de sortir de la pauvreté. La crise asiatique a cependant montré l'étendue de leur dépendance à l'égard des marchés financiers. Toutefois, pour la masse des pays intermédiaires, en fonction de leur stabilité politique, de leur dette, la mondialisation est une opportunité. Enfin, pour les pays moins avancés (PMA), comme les pays de l'Afrique subsaharienne, on assiste à un décrochage, avec une montée de la pauvreté. Les échanges internationaux pour ces pays se réduisent et ne représentent plus que 0,3 % des échanges mondiaux. Il y a un accroissement des disparités dans les « Suds ».

Bibliographie

Ouvrages :

- Bret Bernard, *Le Tiers Monde. Croissance, développement, inégalités*, Ellipses, 2002.
Burgel Guy, *Du tiers monde aux tiers mondes*, Dunod, 2000.
Chapuis Robert, Brossard Thierry, *Les quatre mondes du Tiers Monde*, Armand Colin, 1997.
Carroue L., Collet D., Ruiz C., *La mondialisation : genèse, acteurs et enjeux*, ECS classe préparatoire, Bréal, 2005.
Grataloup Christian, *Géohistoire de la mondialisation*, Armand Colin, 2007.
Lombard J., E. Mesclier E., Velut S., *La mondialisation côté sud. Acteurs et territoires*, IRD Editions, 2006.
Manzagol Claude, *La mondialisation. Données, mécanismes et enjeux*, Armand Colin, 2003.
Nicolas Françoise, *Les pays en développement face à la mondialisation*, Ramsès, 2001.
Paulet Jean-Pierre, *La mondialisation*, Armand Colin, 2007.
Retaillé D. (dir.), *La mondialisation*, Nathan, coll. nouveaux continents, 2007.
Simon Gildas, *La planète migratoire dans la mondialisation*, Armand Colin, 2008.
Wackermann Gabriel, *Géographie du développement*, Ellipses, 2005.
Wackermann Gabriel, *La mondialisation*, Ellipses, 2007.

Périodiques :

La *Documentation Photographique* propose des analyses claires et concises :

- Georges Mutin, « Du Maghreb au Moyen-Orient, un arc de crises », *Documentation photographique* n° 8027, 2002.
Laurent Carroué, « La mondialisation en débat », *Documentation photographique* n°8037, 2004.
Hervé Théry, « Le Brésil : changement de cap ? », *Documentation photographique* n° 8042, 2004.
Sylvie Brunel, « L'Afrique dans la mondialisation », *Documentation photographique* n° 8048, 2005.
Frédéric Landy, « L'Inde ou le grand écart », *Documentation photographique* n° 8060, 2007.
Thierry Sanjuan, « Le défi chinois », *Documentation photographique* n°8064, 2008.

Articles présentant plutôt des perspectives économiques :

- Bardhan Pranab, « Mondialisation et pauvreté », *Pour la science* n°348 (10/2006), p.56-61.
Clerc Denis, « Une affaire du Nord et de quelques pays du Sud », *Alternatives économiques Hors série* n°59, (01/2004), p.30-31.
Giraud Pierre-Noël, « Mondialisation et dynamique des inégalités », *Problèmes économiques* n°2865 (22/12/2004), p.2-7.
Hugon Philippe, « Les économies africaines dans la mondialisation », *Problèmes économiques* n°2906 (13/09/2006), p.2-9.

Manuels du secondaire :

Cette question est traitée de manière indirecte dans les programmes de terminale autour « Des mondes en quête de développement » avec les thématiques « Unité et diversité des Sud » ; « Une interface Nord/Sud : l'espace méditerranéen ».